



AVEC BACQUELAINE, PLUS DE BAS DE LAINE !

Pension à points = Insécurité
Fin de la prépension à 58 ans
Allongement de la carrière
Enveloppe pénibilité insuffisante



PAUVRETE GARANTIE POUR TOUS

La CGSP exige :

- le rejet de la pension à points
- la pension à 65 ans / prépension à 58 ans
- 1500 euros minimum de pension
- 75 % du salaire moyen

JOURNÉE D'ACTION NATIONALE DE LA CGSP

MARDI 27 FÉVRIER 2018

Venez faire tourner la roue de la pension avec nous.

Rendez-vous de 12 à 13 heures

Place Fernand Coq devant la Commune

Rue Jean Paquot devant l'entrée du CPAS



Bon pour un café et une couque tant qu'on peut

CGSP ALR

Travailler plus longtemps pour moins de pension ?

La pension à points ? La pension à points, c'est l'insécurité totale. Nous ne cotiserons plus en euros, mais en points. Et la valeur d'un point sera recalculée chaque année en fonction du budget de l'état, du nombre de pensionnés et même de l'espérance de vie. Nous ne pourrons pas savoir à l'avance à combien s'élèvera notre pension ni quand nous pourrons partir.

Droit au repos avant 60 ans ? Aujourd'hui, des mécanismes de départ à la prépension dès 58 ans existent. Le gouvernement veut y mettre un terme dès le 1er janvier 2019. À la place ? Un nouveau système boiteux, censé tenir compte de la pénibilité au travail, mais qui, **dans tous les cas**, nous maintiendra au travail au moins jusqu'à 60 ans et avec un minimum de 40 ans de carrière. Le but du gouvernement : rendre impossible tout départ avant 60 ans.

Financement de la pénibilité ? Pour financer la pénibilité, il faut de l'argent. Et la mini-enveloppe de Bacquelaine n'est clairement pas suffisante. En fait, le ministre semble peu préoccupé par les métiers pénibles. Son objectif ? Nous faire travailler plus longtemps et économiser 2,5 milliards € sur nos pensions. La pénibilité version Bacquelaine n'est pas une solution pour nous.

Personne n'est à l'abri ! Le plan pension de Bacquelaine touche tous les secteurs. Publics et privés, tous les travailleurs sont concernés. Pour notre gouvernement, 1.100 euros de pension pour tout le monde, c'est l'objectif à atteindre. 1100 euros de pension, cela veut dire plus de pauvreté et plus de travail social pour nous, car beaucoup ne pourront pas payer leur maison de repos, les soins de santé, etc.. et devront faire appel aux aides sociales.

JOURNÉE D'ACTION NATIONALE DE LA CGSP-ACOD

MARDI 27 FÉVRIER

Notre pension est un droit. Ensemble, faisons reculer le gouvernement !